

<https://www.elcorreo.eu.org/GEAB-no83-Escalade-dans-la-reaction-de-survie-des-Etats-Unis-declencher-une-guerre-froide-pour-mieux-annexer-l-Europe>

GEAB n°83 : Escalade dans la réaction de survie des États-Unis : déclencher une guerre froide pour mieux annexer l'Europe

date de mise en ligne : samedi 15 mars 2014

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Plan de l'article complet :

- 1. CONSTRUCTION D'UN PIÈGE POUR DÉTOURNER L'EUROPE DE SON DESTIN PROPRE
- 2. ATTAQUES SUR L'EUROPE EN SÉRIE
- 3. FAIRE TOMBER SUR L'EUROPE UN NOUVEAU RIDEAU DE FER
- 4. OBLIGER L'EUROPE À CHOISIR UN CAMP
- 5. TROUVER LES RESSOURCES INTRINSÈQUES À L'EUROPE POUR SE LIBÉRER DU PIÈGE - Huit recommandations stratégiques

Nous présentons dans ce communiqué public des parties 1 à 3.

Construction d'un piège pour détourner l'Europe de son destin propre



Lorsqu'en novembre 2013, la Russie demandait à l'UE une négociation tripartite sur les accords de libre-échange de l'Ukraine avec ses deux voisins dans le but de trouver les terrains d'entente agréables à toutes les parties directement concernées [1], il en allait de la stabilité, de l'intégrité et de l'indépendance d'une Ukraine et qu'elle puisse demeurer le lien qu'elle est par nature entre l'Europe et la Russie.

Mais ni Mme Ashton, ni M. O'Sullivan [2], en charge du *Service d'Action Extérieure* (SEAE) de la Commission européenne, pas plus que M. Fule qui du haut de la DG Élargissement passe son temps à essayer d'intégrer tout ce qui bouge à l'Est de l'Europe [3], ne voulaient cela. À l'inverse, ils ont obligé l'Ukraine à « choisir son camp » [4], créant ainsi les conditions à la suite inéluctable d'événements que l'on sait : l'Ukraine a en effet choisi... et le pays, en toute logique, est entré dans un dramatique et sanglant processus de division dont nous ne sommes qu'au début. Mme Ashton et M. O'Sullivan ont littéralement tendu un piège à l'Ukraine... et à l'Europe.

Cinq mois plus tard, les dégâts obtenus sont immenses : plus de 100 morts [5], l'Ukraine se retrouve avec un gouvernement non élu porté au pouvoir par des factions d'extrême-droite [6], les relations Euro-Russes sont brisées, l'Ukraine et la Russie sont au bord d'une guerre qui n'est pas loin d'être une guerre entre l'Europe et la Russie [7], les militaires russes ont repris le contrôle de leur arsenal criméen, la flotte US croise dans les eaux de la mer Noire [8], l'armée US se réinstalle en Europe (en Pologne, Lituanie, Roumanie [9]), les médias excités par le sang sont une pure machine de propagande décidés à pousser politiques et citoyens à la guerre, le Traité de libre-échange UE-Ukraine est sur le point d'être signé à l'encontre de l'intérêt russe par Washington et un gouvernement ukrainien non élu [10] (si la même méthode est employée pour le TTIP, Washington et Mme Ashton l'auront signé en avril au plus tard), les Occidentaux s'apprêtent à nier la légitimité du référendum sur la Crimée ce qui va aggraver la crise et continuera à poser des questions sur le combat démocratique des Occidentaux, ... [11]

D'un point de vue européen, quel considérable échec politico-diplomatique ! Œuvrer à reconstruire le rideau de fer en 2014 et à isoler l'Europe de toutes les dynamiques en cours dans ces fameux pays émergents auxquels la Russie nous relie, comme l'Ukraine nous reliait à la Russie [12].

Attaques sur l'Europe en série

Malheureusement, au-delà d'un échec, il faut voir là aussi le résultat d'une attaque en règle sur le projet de construction européenne, projet dont les deux objectifs principaux depuis l'origine sont la paix par la coopération et la mutualisation des intérêts, et l'indépendance du continent par la force que procure de facto son union.

L'attaque actuelle se situe en effet dans la lignée de celle menée en 2010 contre l'euro, sachant qu'en cassant la monnaie commune, et compte tenu de l'impossibilité technique à retourner aux monnaies nationales, l'Europe se serait de facto retrouvée intégrée à la zone dollar. Cette fois-là, l'Europe a résisté et sauvé sa monnaie... au prix d'un énorme affaiblissement, politique notamment.

Le TTIP, et les tentatives de nous faire signer dans l'urgence ce Traité obscur dont personne ne veut, semble surtout avoir pour objectif de placer le politique sous tutelle de l'économique (plus encore d'ailleurs que l'Europe sous tutelle des États-Unis d'Amérique). Quoiqu'il en soit, il créerait de fait une énorme zone de libre-échange UE-US échangeant en dollars et annexant formellement l'Europe à la zone dollar. Là encore, les outils de l'indépendance européenne sont visés, en l'occurrence son arsenal juridique de protection commerciale, garant de l'intérêt économique, de la compétitivité qualitative et de la santé des Européens. Et les méthodes pour obtenir la signature à tout prix de ce traité sont à elles seules la preuve de sa malhonnêteté profonde.

Faire tomber sur l'Europe un nouveau rideau de fer

Et encore n'avions-nous rien vu de ce que Washington et Bruxelles étaient capables dans ce domaine. La crise ukrainienne n'a probablement pas été déclenchée pour autre chose que pour, *in fine*, nous obliger à acheter le gaz de schiste US [13], à signer le TTIP (hors duquel le précédent ne peut être vendu en Europe [14]) et à justifier une réaffectation des budgets militaires us-otanesques [15] grâce à la réactivation d'une guerre froide entre occident et émergents (à ce détail près que c'est l'Occident qui sera cette fois du mauvais côté du rideau de fer).

[...]

[GEAB N°83](#), 15 mars 2014.

[1] Source : [Le Monde](#), 05/03/2014.

[2] Il s'agit du numéro trois du [Service Européen d'Action Extérieure](#). Quelques mots s'imposent sur son parcours sur lequel des journalistes d'investigation devraient se pencher davantage. [M. David O'Sullivan](#) apparaît dans les radars de notre parcours européen au début des années 90, alors qu'il était chef d'unité de la DG Éducation en charge du programme TEMPUS, un programme qui a été épinglé par la Cour des Comptes européenne, suite à une lettre ouverte de Franck Biancheri dénonçant les malversations du dit programme. Compte tenu de ce début, la carrière de M. O'Sullivan n'aurait pas dû aller très loin. Mais, au milieu des années 90, à l'époque où nous montions le projet transatlantique TIESweb en partenariat avec la Commission européenne et la Maison Blanche, un diplomate de l'Ambassade des États-Unis à Bruxelles, nous recommande un jour, au détour d'une conversation banale, de suivre la carrière d'un certain David O'Sullivan... « *qui irait loin* ». Surprise dans nos rangs, et remarques sur le caractère peu recommandable du personnage... mais petit sourire sur les décisions des grands. Et quelques années plus tard, sous la Commission Prodi débutant à la toute fin des années 90, David O'Sullivan devient... Secrétaire Général de la Commission européenne, soit le poste le plus puissant de tout l'édifice européen, rien que ça ! Sous son règne et avec son intervention personnelle directe, le projet de réforme institutionnelle initié comme suite logique à la démission de la Commission Santer qui révélait clairement l'inadéquation du mode de fonctionnement de l'Europe post-Traité de Maastricht et avait amené un groupe de fonctionnaires, sur mandat du Commissaire Prodi, à constituer une « *task-force* sur la réforme de la gouvernance européenne » dont les travaux avaient abouti à un [livre blanc](#) du même nom, a été proprement enterré (travail de rédaction récupéré, idées innovantes supprimées, publication organisée en août pendant les vacances des journalistes). Ce

projet de réforme fut pourtant un grand moment d'espoir de la démocratisation européenne, espoir irrémédiablement déçu. On retrouve M. O'Sullivan au *Service d'Action Extérieure* (SEAE) dans le cadre d'un « déséquilibre » de la tête du SEAE en faveur des anglo-saxons : en effet, la nomination de Mme Ashton avait été compensée par celle du français Pierre Vimont comme numéro 2 (directeur général exécutif)... mais cette première, pour reprendre la main, avait créé un poste numéro trois (qui n'existe dans aucune institution européenne : directeur général administratif) pour le livrer à O'Sullivan. C'est ainsi que ce dernier se retrouve aux côtés d'Ashton en 2013 sur la négociation de l'Accord de libre-échange UE-Ukraine... avec les résultats que l'on sait. Mais ce n'est pas fini : il est depuis passé [Ambassadeur de l'UE à Washington](#), pour que son tandem avec Ashton contrôle toute la chaîne de signature du fameux TTIP. Pour suivre les mauvaises nouvelles pour l'Europe, c'est simple, il suffit de suivre les évolutions professionnelles de M. O'Sullivan.

[3] La saviez-vous ? La Géorgie aussi. Source : [EuropeanVoice](#), 29/11/2013.

[4] Source : [Le Monde](#), 05/03/2014

[5] Source : [KyivPost](#), 11/03/2014.

[6] Source : [CNN](#), 06/11/2014.

[7] Surtout que l'UE fait tout pour annexer l'Ukraine en accélérant la signature de l'accord d'association – qui devait attendre l'élection d'un vrai gouvernement mais qui finalement sera signé entre-temps par le gouvernement non élu en place (source : [Radio Ukraine](#), 26/02/2014) car le prochain gouvernement légitime pourrait bien être pro-russe à nouveau ; mais aussi d'intégration à l'UE – un accord peut en cacher un autre, et notamment les négociations avec la Géorgie vont dans ce sens, alors pourquoi pas l'Ukraine (source : [Messenger](#), 06/03/2014).

[8] ... et l'armée US reprend pied en Europe après tant d'efforts fournis pour l'en déloger. Source : [Chicago Tribune](#), 12/02/2014.

[9] Source : [Ouest-France](#), 12/03/2014.

[10] Cet article du 12/03/2014 de [EUBusiness](#) a le mérite d'être clair : « *Les nouveaux dirigeants de l'Ukraine signeront probablement l'accord politique tant attendu avec l'Union Européenne la semaine prochaine, a annoncé mercredi le Premier Ministre intérimaire Arseniy Yatsenyuk suite à une conversation avec la Maison Blanche* »... L'UE est à prendre, on craignait qu'elle ne soit prise par les extrême-droites, c'est pire : elle est en train d'être prise par une puissance étrangère. Mais le plus ahurissant, c'est que sur 28 gouvernements, dont la plupart (mais pas tous) sont des gouvernements démocratiques responsables devant leurs peuples, pas un seul ne trouve à y redire. Piège US, trahison de l'UE... et des élites politiques européennes qui se couchent... comme les élites françaises se sont couchées en 1940. Ne parlons même pas des nationalistes de tout poil qui infestent les vies politiques nationales à coup de discours sur la souveraineté des nations... et n'ont pas non plus la moindre critique à formuler sur la prise de contrôle de l'agenda européen par les Usaméricains (si encore c'était pour le meilleur, mais c'est pour le plus évident des pires). Mais si l'on regarde les sympathies occidental-ukrainiennes, ils doivent avoir l'espoir de récupérer de l'apparence de pouvoir (un petit gouvernorat de province par-ci par-là) dans la prochaine configuration.

[11] Le bloc soviétique s'est effondré sans effusion de sang grâce à Mikhaïl Gorbatchev ; c'est un fait remarquable dans l'histoire qu'un empire se retire dans le calme. Les États-Unis n'ont pas l'air d'envisager de rentrer dans le rang avec la même dignité malheureusement. Après la méthode financière (le *bailout* famélique de 2009, ce fameux TARP de 700 milliards de dollars, qui a transformé la crise des banques en crise des États, puis les *assouplissements quantitatifs* de la Réserve fédérale US en 2010 et 2012 notamment, qui ont entraîné l'ensemble de la planète dans l'endettement généralisé), les États-Unis d'Amérique montent d'un ton en s'attaquant à l'Europe (avec la collaboration de certaines élites européennes) et tentent une OPA sur le continent.

[12] L'Ukraine est en effet un lien stratégique entre l'Europe et la Russie, et donc entre l'Europe et les pays émergents. LEAP sait combien il était important de rapprocher l'Europe des BRICS, c'est même pour cela que nous avons lancé en 2009 le processus Euro-BRICS, destiné à projeter l'Europe dans ce qui est son vrai destin compte tenu de sa nature : sa contribution à l'émergence d'un monde multipolaire. Si l'Europe ne parvient pas à jouer ce rôle, il y a un risque de bipolarisation du monde, entre Occident et émergents. Mais la bipolarisation exige des murs... que l'on est bel et bien en train de nous reconstruire... au même endroit qu'il y a 25 ans. Décidément les élites occidentalistes n'ont pas beaucoup d'imagination... ou pas beaucoup de leçons dans leurs livres d'histoire. S'ils en avaient plus, ils sauraient que les guerres sont rarement froides et qu'il ne vaut mieux pas commencer à jouer à ce genre de jeu.

[13] Source : [The Guardian](#), 05/03/2014.

[14] Le gaz de schiste est un gaz non-conventionnel, c'est-à-dire que son prix échappe à l'indexation sur celui du pétrole, ce qui est un avantage compétitif bien sûr, avantage qui ne lui est autorisé que parce qu'il n'est pas sensé franchir les frontières. C'est ainsi que les investissements considérables réalisés par les États-Unis d'Amérique pour devenir une puissance exportatrice de gaz ne seront couronnés de succès que grâce à la signature de ces fameux Traités de libre-échange transatlantique et trans-pacifique pour lesquels Washington est littéralement prêt à tuer.

Source : [Office of Fossil Energy](#).

[15] Les gigantesques coupes sombres imposées par le Congrès sur le budget militaire US ces derniers jours, et l'affolement qui s'ensuit dans les couloirs du Pentagone n'auront pas échappé à nos lecteurs. Source : [USNews](#), 24/02/2014.